

# Mur de Chine ou de papier?



## Brigitte Breton

Le Soleil

(Québec) Le gouvernement Marois se veut le champion de l'intégrité et de la lutte contre la corruption et la collusion. En ne voyant que des vertus à la création d'une agence des infrastructures de transport pour gérer les travaux, de l'appel d'offres à la coupe du ruban, il crée cependant un faux sentiment de sécurité et de confiance. Une agence autonome, un conseil d'administration et des employés expérimentés et mieux rémunérés ne sont pas une garantie béton d'intégrité, de performance et de non-partisanerie.

Le ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, affiche beaucoup d'enthousiasme. Sa future agence, qui accaparera une bonne partie des fonctions du Ministère, sera selon lui une organisation moderne, autonome, un modèle éprouvé notamment en Suède et au Royaume-Uni. Il voit dans cette créature un geste très fort en matière d'intégrité, un geste de rupture avec le Parti libéral. Le ministre estime de plus que le Québec se dotera ainsi d'une organisation performante, basée sur les meilleures pratiques de gestion et des méthodes innovantes.

Si M. Gaudreault n'est pas habité par le doute, d'autres le sont, et avec raison. Il y a en effet beaucoup de pensée magique dans son projet.

Personne ne niera que le ministère des Transports dérape depuis belle lurette. L'entretien des infrastructures a été négligé, le laxisme a laissé libre cours aux dépassements de coûts, a réduit la concurrence, et l'expertise du Ministère a migré vers le privé. Le rapport Johnson, celui du Vérificateur général et celui de Jacques Duchesneau ont tous conclu qu'un coup de barre s'imposait. Faut-il nécessairement ériger une nouvelle structure pour changer la culture et les façons de faire? Non.

À la mi-novembre, M. Gaudreault se réjouissait du fait que depuis le début de l'année, les prix des contrats sont de 16 % inférieurs à ceux estimés. Une économie potentielle de 240 millions \$. Preuve tangible que la rigueur et les redressements ne reposent pas uniquement sur une agence. Une entité où se retrouverait 90 % du personnel de l'actuel Ministère, faut-il souligner.

Québec dit vouloir séparer le béton et l'asphalte du politique. Ce sera un mur de Chine entre la réalisation des travaux et l'influence politique, affirmait en janvier le ministre. C'est néanmoins le gouvernement qui nommera les dirigeants de cette agence. Seules les compétences prévaudront et non la couleur politique? Il est permis d'en douter.

Les péquistes ont beau se moquer des post-its libéraux, ils ne se gênent pas pour nommer des amis. Qu'on pense notamment aux ex-députés Nicolas Girard comme pdg de l'Agence métropolitaine de transport et Sylvain Simard comme président du conseil d'administration de la Société des alcools du Québec.

Le ministre accorde aussi beaucoup de mérite au conseil d'administration alors que le récent rapport du Vérificateur général révèle d'importantes carences dans la gouvernance du CHUM, de Tourisme Montréal et de l'Agence métropolitaine de transport. Et ce, malgré les compétences et la grande expérience de certains membres siégeant à ces conseils.

Tous s'accordent par ailleurs sur l'importance de pouvoir compter sur du personnel qualifié et expérimenté. Encore là, procéder à la création d'une agence (un exercice de 10 millions \$) est-il l'unique voie pour verser une rémunération plus compétitive aux ingénieurs et aux techniciens? Les syndicats se disent pourtant ouverts à la négociation afin de garder l'expertise au sein du Ministère.

Il serait utopique de croire que mieux rémunérer le personnel garantira l'excellence et évitera le copinage avec le secteur privé ou le crime organisé. Il y a des individus qui chercheront toujours à mettre plus dans leurs poches. Ils sont

corruptibles, tant au sein d'un ministère qu'au sein d'une agence autonome.